

L'UNION EUROPÉENNE :

Cap sur le Canada

Fiançailles ou mariage ?

Mika Aaltola
Juha Jokela
Sanna Kopra
Stefan Lindström
Raine Tiessalo (dir.)
Elina Valtonen
Timo Vuori

 TOIVO

CAP SUR LE CANADA

Fiançailles ou mariage ?



Éditeur et titulaire des droits :

Kansallinen kulttuurisäätiö s.r. (Fondation culturelle nationale, Finlande) / Toivo Think Tank

Direction éditoriale : Raine Tiessalo

Helsinki, octobre 2026

Illustration de couverture : Annika Lehmusvaara

978-952-7402-54-2 (imprimé)

978-952-7402-55-9 (pdf)

Recours à l'IA : l'intelligence artificielle a été utilisée comme outil d'aide à l'élaboration de ce rapport, notamment pour le traitement des données d'enquête et de commerce et pour la traduction.

La version originale de ce rapport est en finnois. Cette version française a été établie à partir d'une traduction réalisée par l'IA Claude (Sonnet 5.5) et relue par la direction éditoriale du rapport. En cas de divergence, l'original finnois fait foi.

SOMMAIRE

RAINE TIESSALO	5
Avant-propos	
ELINA VALTONEN	11
Le Canada, « sixième pays nordique », défend l'ordre fondé sur des règles	
JUHA JOKELA	16
Le rapprochement entre l'UE et le Canada du point de vue de l'intégration européenne	
MIKA AALTOLA	23
L'adhésion est un spectre	
TIMO VUORI	28
Le partenariat avec le Canada renforce le rôle de l'UE dans le commerce mondial	
STEFAN LINDSTRÖM	35
Le Canada dans le nouveau système stratégique mondial	
SANNA KOPRA	42
La sécurité globale de l'Arctique au cœur de la coopération entre l'UE et le Canada	
RAINE TIESSALO	49
Les Finlandais résolument du côté du Canada	



AVANT-PROPOS

Le 17 septembre 2026, au Parlement européen à Strasbourg, la présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, s'est adressée au Premier ministre canadien **Mark Carney**.

« Nous voyons le monde du même œil, de l'intelligence artificielle au changement climatique, de l'Arctique à la géopolitique, et nous sommes restés unis sur l'Ukraine, la défense, les matières premières et les chaînes d'approvisionnement. Mais avant tout, cher Mark, l'Europe et le Canada croient en la démocratie. »

La scène était empreinte de sympathie et de symbolique, et M. Carney a pris part à la séance sur l'état de l'Union en tant que premier dirigeant d'un pays extérieur à l'UE à le faire.

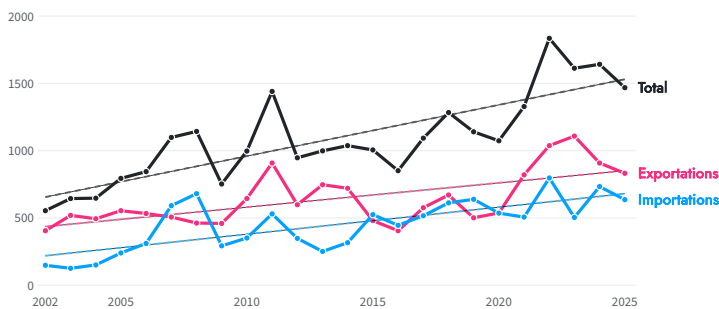
L'imprévisibilité du président américain **Donald Trump** sur la scène mondiale et la guerre commerciale qu'il attise poussent le Canada et l'UE à se rapprocher. Mme von der Leyen a évoqué la possibilité que le Canada devienne un « membre associé » de l'UE. Cette proposition a soulevé de nombreuses questions. L'adhésion associée (associate membership) ne constitue pas une catégorie officielle d'adhésion en droit de l'UE.

Le Canada est une démocratie avancée d'environ 41 millions d'habitants, membre du G7, attachée au système international multilatéral et appréciée en Europe. Il fait partie des poids lourds de l'économie. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut du Canada s'élève en 2026 à environ 2 500 milliards de dollars américains, ce qui en fait la onzième économie mondiale. L'économie cana-

dienne est plus grande que celle de l'Australie (environ 2 100 milliards de dollars), proche de celle de l'Italie (environ 2 700 milliards) et plus de sept fois supérieure à celle de la Finlande (environ 340 milliards). Les échanges commerciaux de la Finlande avec le Canada progressent de façon régulière.

Les échanges avec le Canada progressent de façon continue

Commerce de marchandises de la Finlande avec le Canada, en millions d'euros, 2002–2025.
Pointillés : tendance linéaire.



Source : Douanes finlandaises, statistiques du commerce extérieur.

Les contributions d'experts finlandais réunies dans ce rapport examinent, sous différents angles, la manière dont la coopération pourrait ou devrait concrètement se resserrer, ainsi que ce qu'il est réaliste d'en attendre et dans quel délai. Elles s'accordent sur un point : le Canada est un partenaire partageant les mêmes valeurs, tant pour l'UE que pour la Finlande, et il vaut la peine d'approfondir la coopération avec lui.

Le rapport s'achève sur les principaux résultats d'une enquête auprès des citoyens commandée par Toivo, think tank finlandais. Ceux-ci révèlent que les Finlandais sont presque amoureux du Canada.

Helsinki, octobre 2026

Raine Tiessalo

Directeur général, Toivo, think tank finlandais

L'HISTOIRE DE LA COUVERTURE



Les deux cygnes de la couverture, qui se tendent l'un vers l'autre, arborent le blanc du Canada et le bleu de l'UE. Le bleu et le blanc ainsi que les cygnes renvoient aussi à la Finlande, et les cygnes, qui s'apparient pour la vie, incarnent l'engagement, le partenariat et la paix. Au centre défilent les douze étoiles du drapeau de l'UE et, en outre, la feuille d'érable, emblème du Canada, toutes en mouvement et en train de se réorganiser. Derrière la feuille, des rayons de lumière évoquent un trophée ou la gloire, que l'on associe en Finlande tout particulièrement au hockey sur glace professionnel.

— Annika Lehmusvaara, artiste de la couverture



AUTEURS



Elina Valtonen

Ministre des Affaires étrangères de la Finlande

Elina Valtonen est ministre des Affaires étrangères de la Finlande et députée du Parti de la Coalition nationale de Finlande. Avant sa carrière politique, elle a travaillé comme programmeuse et fondatrice de jeunes entreprises en croissance, puis a occupé des fonctions de direction dans le secteur financier, notamment à Copenhague et à Londres.



Juha Jokela

Directeur de programme, Institut finlandais des affaires internationales (FIIA)

Juha Jokela dirige le programme de recherche « UE et concurrence stratégique » de l'Institut finlandais des affaires internationales. Ses domaines de recherche comprennent la politique étrangère et de sécurité de l'UE, l'intégration différenciée et la politique européenne de la Finlande.



Mika Aaltola

Député européen de Finlande

Mika Aaltola est député européen finlandais (Parti de la Coalition nationale, Kokoomus) et appartient au groupe du Parti populaire européen (PPE), où il préside la délégation finlandaise. Il est membre de la commission des Affaires étrangères et de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie. Il est professeur auxiliaire (docent) et a dirigé auparavant l'Institut finlandais des affaires internationales.



Timo Vuori

Directeur, Confédération des industries finlandaises (EK)

Timo Vuori dirige la politique commerciale et la défense des intérêts du commerce international à la Confédération des industries finlandaises (EK). Son travail comprend également la promotion des exportations, des importations et des investissements, notamment dans le cadre de Team Finland, le réseau finlandais de promotion des exportations.



Stefan Lindström

Chef de mission, Consulat général de Finlande à Houston

Stefan Lindström dirige le Consulat général de Finlande à Houston depuis août 2025. Il a notamment été auparavant ambassadeur chargé de la technologie au ministère des Affaires étrangères et consul général de Finlande à Los Angeles.



Sanna Kopra

Professeure de recherche, Centre arctique de l'Université de Laponie (Finlande)

Sanna Kopra est professeure de recherche en géopolitique et sécurité arctiques au Centre arctique de l'Université de Laponie, en Finlande. Elle étudie la géopolitique arctique et la politique environnementale mondiale.



Raine Tiessalo

Directeur général, Toivo, think tank finlandais

Raine Tiessalo est directeur général de Toivo, think tank finlandais. Avant Toivo, il a été correspondant de la radiotélévision publique finlandaise Yle en France et journaliste de Bloomberg News en Finlande, et a dirigé la communication de l'Association des entreprises familiales de Finlande et du Parti de la Coalition nationale de Finlande.

Le Canada, « sixième pays nordique », défend l'ordre fondé sur des règles

Elina Valtonen

Ministre des Affaires étrangères de la Finlande

ELINA VALTONEN



Avec le Canada, nous pouvons défendre l'ordre international fondé sur des règles à un moment où ses fondements mêmes sont de plus en plus remis en question, écrit Elina Valtonen, ministre des Affaires étrangères de la Finlande.

Sous le gouvernement du Premier ministre **Mark Carney**, entré en fonction au printemps 2025, le Canada est devenu un partenaire toujours plus proche et plus important, tant pour la Finlande que pour l'UE. Le poids géopolitique croissant de l'Arctique, l'incidence de la guerre d'agression menée par la Russie sur la sécurité de l'Europe et la remise en cause des piliers fondamentaux du système international ont tous contribué à rapprocher le Canada et l'Europe. Une part du mérite de ce rapprochement entre l'UE et le Canada revient certes aussi aux difficultés qui opposent le Canada et les États-Unis, apparues récemment, entre autres, dans les négociations commerciales. Cela a encore renforcé la volonté de M. Carney de diversifier le commerce extérieur du Canada et ses partenariats mondiaux.

La participation du Premier ministre Carney, en septembre de cette année, au discours sur l'état de l'Union prononcé par la présidente de la Commission européenne, en tant que premier dirigeant d'un pays non membre de l'UE à y assister, illustre l'importance du Canada comme partenaire stratégique essentiel qui partage les mêmes valeurs. Le Canada est un pays géographiquement immense, riche en matières premières et technologiquement avancé ; les possibilités de développer la coopération avec lui sont excellentes, tant au niveau de l'UE que dans le cadre bilatéral entre la Finlande et le Canada.

La force de l'Europe et de l'UE dans la coopération avec le Canada réside dans notre vaste marché intérieur, tandis que le Canada dispose de ressources considérables en matières premières, notamment en minéraux critiques. L'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, le CETA, appliqué à titre provisoire depuis 2017, a en outre créé des conditions très favorables au développement des échanges entre l'Union et le Canada, même si sa ratification nationale n'est pas encore achevée dans quelques États membres. Les exportations finlandaises de biens et de services vers le Canada ont progressé d'environ 90 % entre 2016 et 2025.

Pour les exportations de biens, le Canada n'était toutefois en 2025 que le dixième pays de destination de la Finlande en dehors de l'UE, de sorte que la marge de progression est importante. Nos secteurs d'exportation prioritaires sont les industries minière et maritime, la bioéconomie et l'économie forestière, les technologies de la communication et l'industrie de défense. Les technologies finlandaises, éprouvées dans des conditions de grand froid, conviennent aussi parfaitement aux conditions rigoureuses du Canada.

L'intérêt croissant des entreprises finlandaises pour le Canada est attesté par la participation d'une quarantaine d'entre elles à la visite de travail du président finlandais **Stubb** au Canada en avril dernier. Lorsque j'ai rencontré les représentants des entreprises à Ottawa pendant cette visite, l'ambiance était positive et ils se montraient enthousiastes face aux nouvelles perspectives. Beaucoup étaient des habitués du commerce avec le Canada, mais plusieurs se rendaient à Ottawa pour la première fois. C'est précisément ce type d'action que j'ai encouragé et soutenu en tant que ministre des Affaires étrangères.

Les relations entre la Finlande et le Canada ont fait un bond considérable avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. La sécurité, la stabilité et le développement durable de l'Arctique sont au cœur de notre coopération. La Finlande et le Canada ont aussi en commun un caractère nordique et un amour du hockey sur glace. Ce dernier engendre certes régulièrement des difficultés dans nos relations bilatérales au stade des demi-finales ou de la finale des championnats du monde.

Le Canada fait partie des partenaires partageant nos valeurs que cite le programme du gouvernement finlandais et avec lesquels la Finlande s'engage à développer des relations bilatérales. En août 2025, j'ai publié avec ma collègue, la ministre canadienne des Affaires étrangères **Anita Anand**, une déclaration commune sur le partenariat stratégique entre la Finlande et le Canada en matière de politique étrangère et de sécurité.

Cette déclaration commune traduit la volonté mutuelle de resserrer la coopération. Lors de ma visite d'avril, nous avons convenu plus précisément de la mise en œuvre du partenariat dans les domaines de la sécurité et de la résilience aux crises, des relations économiques bilatérales, ainsi que de la coopération arctique et multilatérale.

Les Canadiens se décrivent souvent comme le « sixième pays nordique » ou comme « le plus européen des pays non européens ». Cette caractérisation est tout à fait juste. Le Canada nous ressemble beaucoup par ses valeurs et ses objectifs. Avec le Canada, nous pouvons défendre l'ordre international fondé sur des règles à un moment où ses fondements mêmes sont de plus en plus remis en question. En ces temps, la Finlande et l'UE ont besoin d'alliés fiables, qui partagent leurs valeurs. Le Canada en est assurément un.

Le rapprochement entre l'UE et le Canada du point de vue de l'intégration européenne

Juha Jokela

*directeur de programme, Institut finlandais des affaires internationales
(FIIA)*



L'un des domaines de coopération les plus concrets pouvant se rattacher à l'adhésion associée est la coopération dans les industries de défense et dans le domaine de la sécurité. [...] Le Canada fait ici figure de précurseur, écrit Juha Jokela, directeur de programme à l'Institut finlandais des affaires internationales (FIIA).

Le rapprochement entre l'Union européenne et le Canada n'est pas une simple ouverture rhétorique, mais une réponse stratégique plus profonde à la rupture de l'ordre mondial et aux incertitudes de la relation transatlantique. Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire d'examiner les motivations qui la sous-tendent ainsi que les principales initiatives politiques.

Le catalyseur de ce resserrement des relations peut être trouvé dans la réunion du Forum économique mondial (WEF) à Davos, au début de 2026. Le Premier ministre canadien **Mark Carney** y a présenté une analyse approfondie du bouleversement mondial en cours. Carney a décrit la situation actuelle non pas comme une simple transition, mais comme une véritable rupture, dans laquelle le pouvoir se déplace de l'Occident vers de nouveaux acteurs et où les structures antérieures commencent à se fissurer. Il a mis en avant, comme sujet de préoccupation particulier, le retrait des États-Unis de l'ordre fondé sur des règles, qui laisse un vide, notamment en matière de politique commerciale et de sécurité.

Selon Carney, les puissances moyennes doivent, dans cette situation, resserrer leur coopération. Leur rôle est de défendre et de rénover l'ordre fondé sur des règles, en particulier dans les domaines de la politique économique et commerciale. Dans ce contexte, le Canada a activement encouragé l'UE à assumer le leadership dans le maintien et la rénovation de l'ordre fondé sur des règles, ce qui reflète l'intérêt propre du Canada à rechercher un équilibre dans les différends commerciaux qui l'opposent aux États-Unis.

Von der Leyen comble le vide de pouvoir de l'UE

Du côté de l'UE, l'initiative la plus marquante est venue du discours prononcé par la présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**, devant le Parlement à Strasbourg en septembre 2026. Elle y a proposé que le Canada devienne « membre associé » de l'UE, ce qui a suscité un large débat et a même surpris certains États membres. L'initiative de von der Leyen peut être interprétée comme une tentative de combler le vide de leadership au sein de l'UE.

L'Allemagne et la France se trouvent dans une situation de politique intérieure difficile, et leur capacité à assumer un rôle de premier plan dans les questions de politique européenne est faible. Von der Leyen a déjà joué un rôle proactif dans des situations de crise, par exemple en ce qui concerne les paquets de sanctions au début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. L'initiative de la présidente de la Commission sur l'adhésion associée du Canada répond également au souhait des citoyens de voir une UE plus forte sur la scène mondiale.

L'« adhésion associée » et sa nature

Du point de vue des traités de l'UE, le terme « adhésion associée » n'est pas une catégorie officielle d'adhésion en droit de l'Union, mais une expression politique. Sur le plan technique, il s'agit d'une association, rendue possible dès le traité de Rome de 1957 par le biais des accords d'association. Le traité de Rome, conclu en 1957, a institué la Communauté économique européenne et a posé les bases de l'Union européenne actuelle et de son marché intérieur.

Aujourd'hui, les accords d'association sont régis par le traité de Lisbonne, entré en vigueur en 2009, plus précisément par l'article 217 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). L'association comporte des droits et des obligations réciproques, mais le partenaire ne devient pas membre de l'Union. Elle peut toutefois conduire à un arrimage à différents secteurs de politique de l'UE. Ainsi, la Turquie a rejoint l'union douanière de l'UE en 1995.

Dans le cas du Canada, l'adhésion associée, c'est-à-dire l'association, pourrait concrètement signifier l'approfondissement de l'accord de libre-échange existant (CETA). Parallèlement, les dimensions d'association politique qui s'y rattachent pourraient être élargies. L'UE a conclu des accords comparables, notamment avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie (accords de libre-échange approfondis et complets), avant même que ces pays ne deviennent candidats à l'adhésion de l'UE. Cela exigerait toutefois un long processus de négociation et l'unanimité des États membres sur certaines questions politiques controversées. Le CETA, signé en 2016, continue de s'appliquer à titre provisoire, car dix États membres de l'UE ne l'ont pas encore ratifié. Dans ce contexte, la voie la plus rapide pour approfondir la relation est probablement celle de dispositifs de coopération de différents types dans divers secteurs de politique.

Coopération en matière de défense et de sécurité

L'un des domaines de coopération les plus concrets pouvant se rattacher à l'adhésion associée est la coopération dans les industries de défense et dans le domaine de la sécurité. Von der Leyen est même allée jusqu'à employer le mot « intégration » à propos de l'industrie de défense. Le Canada fait ici figure de précurseur. Il est le premier pays extérieur à l'UE

à avoir pu rejoindre le nouveau programme SAFE de l'Union, un instrument financier de 150 milliards d'euros destiné à financer des capacités liées à la défense. Bien que le Canada finance lui-même sa participation, son adhésion témoigne de sa volonté d'assumer une plus grande part de responsabilité dans la défense de l'Atlantique Nord. Parallèlement, le Canada accède à des projets de défense planifiés avec le soutien de l'UE. SAFE s'inscrit dans l'initiative plus large ReArm Europe 2030 de l'UE, qui vise à créer des incitations pour produire ensemble ce que l'on appelle les facilitateurs stratégiques, et à réduire ainsi la dépendance à l'égard des États-Unis. Il s'agit par exemple des systèmes de renseignement et de satellites, de la défense aérienne, ainsi que du développement et de l'exploitation de nouvelles technologies dans la défense.

Les quatre libertés de l'UE

Il n'est pas réaliste d'imaginer que le Canada et l'UE conviennent prochainement de mettre en œuvre toutes les libertés du marché intérieur de l'UE (libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes). Dans le modèle de l'Espace économique européen (EEE), par exemple, la Norvège et l'Islande appliquent la législation de l'UE sans disposer d'un droit de vote dans son processus décisionnel, ce qui conviendrait difficilement au Canada. Des arrangements bilatéraux plus approfondis demeurent néanmoins possibles. Le Canada participe déjà en partie au programme de recherche Horizon de l'UE et négocie actuellement une participation plus complète au programme d'échanges pour les jeunes Erasmus.

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni a lui aussi réintégré, entre autres, le programme de recherche Horizon, et il retrouvera les échanges Erasmus en 2027. Cela constitue également un point de comparaison pour le

Canada, qui peut avancer de la même manière, par des arrangements bilatéraux dans le cadre d'une association politique. Les relations entre l'UE et le Royaume-Uni sont encadrées par l'accord de commerce et de coopération entré en vigueur après la sortie du Royaume-Uni de l'UE, qui peut être développé et approfondi. Le Premier ministre britannique **Andrew Burnham** a promis d'étudier aussi de nouvelles options pour approfondir la relation du Royaume-Uni avec l'UE. Sont à l'étude une coopération plus étroite qu'auparavant en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense, un retour dans l'union douanière de l'UE et l'accès au marché intérieur, voire une nouvelle demande d'adhésion à l'UE.

Même si l'initiative de von der Leyen à l'égard du Canada a constitué un geste politiquement important, sa concrétisation et sa mise en œuvre sont complexes. L'UE s'appuie toutefois sur son ordre juridique, et tout arrangement avec le Canada doit s'inscrire dans les cadres proposés aux autres partenaires.

La solution à bâtir pour le Canada suscite de l'intérêt non seulement au Royaume-Uni, mais aussi en Norvège, en Islande et en Suisse. Elle peut aussi être source d'inquiétude dans les pays candidats à l'adhésion, tels que l'Ukraine, la Moldavie, l'Albanie et le Monténégro. Ceux-ci ne souhaitent pas qu'une nouvelle catégorie devienne pour eux une aire de stationnement permanente au lieu de l'adhésion à part entière.

L'adhésion est un spectre

Mika Aaltola

député européen de Finlande



Si nous demandons à Kiev, à Londres, à Oslo et à Ottawa de construire avec nous, nous devons leur permettre de nous vendre et d'investir à nos côtés à des conditions équitables. L'accès est la monnaie de cette alliance, et nous devrions la dépenser en faveur de ceux qui partagent notre vision, écrit Mika Aaltola, député européen de Finlande (Parti de la Coalition nationale de Finlande).

Pendant la majeure partie de son histoire, l'Union européenne a traité l'adhésion comme une porte. Un pays est soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, et la seule question est de savoir combien de temps il doit attendre dans le couloir. Cette image convenait à une époque plus calme. Elle ne convient pas à la nôtre.

Trois urgences pèsent désormais sur l'Europe en même temps. La Russie mène une guerre dont l'issue décidera de la sécurité de tout le continent. La Chine resserre son étau géoéconomique sur les matières premières et les technologies dont dépendent nos industries. Et les États-Unis ont adopté une vision transactionnelle des alliances, dans laquelle la protection a un prix et la loyauté se négocie. Aucune de ces pressions ne s'arrête à la frontière juridique de l'Union. Nos réponses ne peuvent pas s'y arrêter non plus.

Considérons ceux qui se tiennent juste devant la porte. L'Ukraine tient la ligne de front de la défense européenne et fabrique des armes à une vitesse et à un coût que notre propre industrie ne peut égaler. Le Royaume-Uni est une puissance nucléaire dotée d'un siège au Conseil de sécurité et l'un des marchés de capitaux les plus profonds du continent. La Norvège nous fournit une grande partie de notre gaz, garde les approches du Nord et vit déjà sous l'essentiel des règles de notre marché unique. Le Canada, puissance arctique et atlantique riche en énergie et en minerais critiques, cherche de l'autre côté de l'océan des partenaires sur lesquels il peut compter. L'idée d'une adhésion associée pour le Canada aurait paru excentrique il y a quelques années. Aujourd'hui, c'est une innovation conceptuelle qui mérite d'être prise au sérieux, car elle pose la bonne question : quel type d'appartenance convient à ce partenaire et à ce moment ?

Qualifier ces pays de « pays tiers » est une fiction juridique qui masque un fait stratégique. Ils font partie de notre sécurité. La vision binaire nous oblige à choisir entre l'adhésion pleine, lente et fondée sur des principes

posés avant les guerres, et un statut de distance polie, qui gaspille ce que ces partenaires peuvent offrir dès maintenant. Un spectre nous donne davantage de marge de manœuvre.

Les traités permettent plus que ce que nous utilisons. Les coopérations renforcées et la coopération structurée permanente en matière de défense permettent déjà à des groupes d'États d'aller de l'avant. Les accords d'association peuvent être aussi profonds que la volonté politique le permet, et l'article 8 évoque des relations privilégiées avec nos voisins, fondées sur les valeurs de l'Union. L'intégration différenciée n'a rien d'une hérésie. L'euro et Schengen fonctionnent ainsi depuis des décennies. Ce qui a manqué, c'est l'imagination nécessaire pour utiliser ces marges aussi vers l'extérieur, et pas seulement vers l'intérieur, ainsi que la disposition à modifier les traités là où ils sont insuffisants.

À quoi pourrait ressembler une position sur mesure ? Pour l'Ukraine, l'intégration devrait commencer là où le besoin est le plus grand : l'industrie de défense, l'énergie et l'ouverture progressive du marché unique, l'adhésion pleine étant la destination et non la condition préalable de tout le reste. Pour le Royaume-Uni, une place structurée dans la défense européenne, dans la politique de sanctions et dans les programmes industriels et technologiques, sans rouvrir la question de 2016. Pour la Norvège, un siège dans les instances où se décident la sécurité et la stratégie industrielle, et pas seulement l'obligation d'appliquer les règles qui en découlent. Pour le Canada, un statut d'associé construit autour de la production de défense, des minerais critiques, de l'énergie et de l'Arctique.

La clé de tout cela est l'accès au marché. Nous parlons volontiers de mise en commun et de partage : achats conjoints, stocks communs, lignes de production partagées. Mais aucun partenaire ne mettra ses capacités en commun avec une Union qui garde son marché fermé. Si nous demandons à Kiev, à Londres, à Oslo et à Ottawa de construire avec nous,

nous devons leur permettre de nous vendre et d'investir à nos côtés à des conditions équitables. L'accès est la monnaie de cette alliance, et nous devrions la dépenser en faveur de ceux qui partagent notre vision.

Chaque relation devrait reposer sur une compréhension géostratégique élaborée conjointement avec le partenaire : ce qu'il apporte, ce qu'il reçoit, la place qu'il occupe dans un système d'alliances européen en développement. Ces compréhensions doivent être sur mesure et mutuellement avantageuses. Les obligations devraient croître avec les droits, et une voix dans les décisions devrait suivre des contributions réelles. Personne ne devrait se voir offrir une salle d'attente déguisée en partenariat.

L'objection habituelle est la dilution. Si l'appartenance se décline par degrés, dit-on, l'adhésion pleine perd sa valeur et l'Union sa cohérence. Je comprends cette crainte, mais elle appartient à une époque où notre tâche principale était de protéger l'intérieur de l'extérieur. Aujourd'hui, la tâche est d'organiser l'espace qui nous entoure avant que d'autres ne l'organisent contre nous. Une Union qui garde la pureté de son adhésion pendant que son voisinage se disloque ne trouvera bientôt plus rien à garder.

Nous devrions réfléchir moins à qui remplit les conditions et davantage à ce que nous voulons construire : une zone de stabilité géopolitique allant de l'Arctique à la mer Noire et traversant l'Atlantique, ancrée dans l'Union et ouverte à ceux qui défendent le même ordre. Les temps changent. Nos traités ont été écrits par des gens qui n'avaient pas peur d'inventer. Nous devrions montrer le même courage.

Le partenariat avec le Canada renforce le rôle de l'UE dans le commerce mondial

Timo Vuori

Directeur, Confédération des industries finlandaises (EK)



Un resserrement du partenariat entre l'UE et le Canada serait important pour la Finlande, car, sur le plan économique et technologique, les compétences de nos entreprises se complètent bien, écrit Timo Vuori, directeur à la Confédération des industries finlandaises (EK).

Dans les bouleversements de l'économie mondiale, l'Union européenne s'est vu cantonner à un rôle secondaire, tandis que les États-Unis et la Chine dominaient la scène géopolitique. La politique géopolitique et commerciale erratique du président **Trump** a désormais poussé l'UE et le Canada à approfondir leur coopération. Un nouveau type de partenariat stratégique approfondi avec le Canada pourrait enfin ouvrir à l'UE la voie pour s'imposer comme un acteur mondial fort et comme le garant de chaînes de valeur économiques qui fonctionnent, et apporter des bénéfices à la Finlande.

L'« accord d'association » esquissé pour le Canada n'a pas encore pris forme, mais on peut d'ores et déjà estimer que le Canada cherche à approfondir sa coopération avec l'UE au moyen de divers accords dans les domaines de la politique, du commerce, de l'investissement, de la technologie et de la défense.

L'UE dispose déjà de plusieurs accords d'association et de partenariat avec des pays de son voisinage, tels que les Balkans occidentaux et les pays méditerranéens. Le Partenariat oriental a par ailleurs été renforcé, notamment avec l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les accords de partenariat ne visent pas seulement à accroître les échanges : ils ont aussi pour objectif de diversifier les chaînes d'approvisionnement de l'économie, de favoriser la transition verte, de garantir l'accès aux matières premières critiques – y compris l'approvisionnement énergétique – et de renforcer l'influence géopolitique de l'UE. À mon sens, les mêmes objectifs valent, dans un premier temps, pour un éventuel partenariat approfondi entre l'UE et le Canada.

L'accord CETA doit entrer pleinement en vigueur

Un bon point de départ pour un nouveau partenariat stratégique est que l'UE et le Canada se sont accordés, il y a une dizaine d'années, sur une coopération économique et commerciale (l'accord dit CETA). Grâce à lui, pas moins de 99 % des droits de douane sur les marchandises ont été supprimés, les marchés publics ont été ouverts de part et d'autre et les obstacles techniques au commerce ont été réduits. Par exemple, le commerce de marchandises de la Finlande avec le Canada a progressé de plus de 30 % depuis l'entrée en vigueur du CETA. Le commerce de marchandises entre l'UE et le Canada a augmenté de 76 % entre 2016 et 2025, passant de 46,3 milliards d'euros à 81,5 milliards d'euros.

Malheureusement, le CETA n'est en vigueur que partiellement, car dix États membres de l'UE (Belgique, Bulgarie, Chypre, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Pologne et Slovaquie) n'ont toujours pas fait approuver l'accord, pour des raisons tenant notamment à la protection nationale des investissements et à l'agriculture. Si l'UE souhaite réellement approfondir sa relation avec le Canada, l'approbation rapide et intégrale du CETA, déjà conclu, dans tous les pays de l'UE constituerait la première étape évidente.

Sous l'impulsion de l'UE, vers une alliance économique stratégique

Si l'UE aspire à s'imposer comme un acteur mondial fort et comme le garant de chaînes de valeur économiques qui fonctionnent, l'approfondissement de la coopération avec le Canada lui ouvre une vision et une

possibilité entièrement nouvelles. L'UE a désormais une occasion unique de créer un nouveau modèle de partenariat stratégique qui aille au-delà des accords commerciaux, que l'adhésion associée soit ou non possible au regard des traités actuels de l'UE.

Avec ce nouveau modèle, la coopération pourrait être approfondie, outre avec le Canada, avec d'autres pays partageant les mêmes valeurs, dans les domaines du commerce et de l'investissement, de l'économie et de la technologie, ainsi que de la sécurité.

Il pourrait par exemple devenir nécessaire, dans un avenir proche, d'approfondir la relation entre l'UE et le Royaume-Uni, à mesure que les blessures causées par le Brexit se referment en cicatrices. L'UE dispose également déjà d'accords commerciaux avec le Chili, le Japon, Singapour, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande. Avec l'Australie, l'UE a conclu les négociations de libre-échange en mars 2026, et l'accord attend son entrée en vigueur.

Il serait judicieux d'envisager une coopération plus approfondie avec chacun des pays mentionnés ci-dessus. Certains d'entre eux font déjà partie d'arrangements commerciaux multilatéraux, tels que l'accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) ou l'accord commercial Asie-Pacifique RCEP, auxquels l'UE ne participe pas.

L'UE a la possibilité de s'imposer comme un acteur mondial fort et comme un moteur de l'économie, mais cela demandera beaucoup de travail. Elle devrait chercher à faire naître une nouvelle alliance de pays partageant les mêmes valeurs et attachés au libéralisme de marché, en contrepoint de la rivalité entre la Chine et les États-Unis et de l'entrave au libre-échange international. On pourrait chercher une inspiration historique, au moins sur un plan figuré, dans l'esprit du réseau commercial de la Hanse médiévale, ou encore dans celui de l'influence commerciale mondiale de l'Empire britannique.

Ce que l'on attend désormais de l'UE, c'est de la rapidité et de l'agilité pour saisir l'occasion que représente le Canada. Dans la tourmente de la politique et de l'économie mondiales, l'UE a tout intérêt à être un bâtisseur de ponts sans préjugés, tant dans l'économie que dans la sécurité. Cela servirait aussi l'économie et la sécurité de la Finlande, ainsi que les intérêts de nos entreprises dans le commerce international.

La Finlande n'a que des gains à attendre

Un resserrement du partenariat entre l'UE et le Canada serait important pour la Finlande, car, sur le plan économique et technologique, les compétences de nos entreprises se complètent bien. Le Canada ne représente qu'environ 1 % du commerce extérieur de la Finlande, mais, dans une perspective plus large, il est pour nous un partenaire stratégiquement très intéressant du point de vue de l'économie comme de la sécurité.

La Finlande dispose d'un potentiel d'exportation sur le marché canadien. À l'inverse, nous avons besoin d'investissements canadiens, par exemple pour exploiter les minéraux critiques présents dans le sous-sol finlandais. La Finlande et le Canada ont des intérêts communs dans les secteurs de l'énergie, de la forêt, de la technologie et de la défense, ainsi que dans l'industrie maritime. Le partenariat ICEPact sur les brise-glaces a déjà apporté des bénéfices concrets à la Finlande. En matière de sécurité, l'appartenance à l'OTAN et la coopération arctique nous rapprochent en outre de plus en plus, alors que la compétition entre grandes puissances touche déjà l'Arctique de multiples façons.

Lorsque le président finlandais **Alexander Stubb** s'est rendu en visite de travail au Canada en avril 2026, il était accompagné de la plus importante délégation d'entreprises de son mandat. Pas moins de 40 entre-

prises, issues notamment des secteurs de la défense, de la technologie, de l'industrie maritime et de l'industrie minière, y participaient, sous la direction du président d'EK, **Aaro Cantell** (Normet Oyj). Au-delà des patinoires de hockey, nos deux pays se retrouvent de plus en plus souvent dans les forums économiques et de sécurité.

Le Canada dans le nouveau système stratégique mondial

Stefan Lindström

Chef de mission, Consulat général de Finlande à Houston

STEFAN LINDSTRÖM



L'économie, la sécurité et la géographie du Canada le lient durablement aux États-Unis, mais Ottawa cherche en même temps à élargir sa marge de manœuvre stratégique vers l'Europe et d'autres partenaires, écrit Stefan Lindström, chef de mission du Consulat général de Finlande à Houston.

On décrit souvent la transformation du monde en énumérant des mégatendances distinctes : intelligence artificielle, rivalité entre grandes puissances, sécurité énergétique, chaînes d'approvisionnement, drones, espace, influence informationnelle, montée des risques géopolitiques. Lorsqu'on envisage chacune de ces tendances non plus isolément mais comme partie d'un ensemble, on constate qu'elles fusionnent en un nouveau système stratégique mondial unique. Le Canada y est exceptionnellement bien positionné.

Dans ce nouveau système mondial, la chaîne des dépendances est solide. L'IA a besoin de centres de données ; les centres de données, de fibre optique, d'électricité et de semi-conducteurs ; les semi-conducteurs, de minéraux critiques et de relations commerciales fiables. Il en va de même pour la sécurité. La performance militaire repose de plus en plus sur l'IA, les satellites, les drones et la capacité industrielle. Les politiques technologique, énergétique, industrielle, de sécurité et étrangère ne sont donc plus des domaines distincts, mais les composantes d'un même ensemble.

L'IA devient une infrastructure de base de la société, comme l'ont été avant elle l'électricité et l'internet. À mesure que l'IA s'intègre à la défense, à l'industrie et à la science, la compétition stratégique ne porte que rarement sur les seuls algorithmes. Elle concerne plutôt la capacité de calcul, l'énergie et les minéraux. La même logique se retrouve dans la guerre. Les drones bon marché ont « démocratisé » la guerre, et la capacité de production de masse est revenue au cœur de la pensée stratégique. La sécurité énergétique (Ukraine, mer Rouge, détroit d'Ormuz) fait partie de la même équation, car la politique énergétique est devenue aussi une politique technologique, industrielle et de sécurité.

La question fondamentale de la mondialisation, « où est-il le moins cher de produire ? », cède la place à une autre : « comment obtenir des biens ou des services même en temps de crise ? ». Entreprises et États bâ-

tissent des chaînes d'approvisionnement alternatives (« friendshoring », « nearshoring », autonomie stratégique) afin de réduire des dépendances qui peuvent, en cas de crise, se transformer en moyens de pression. La géopolitique est ainsi devenue aussi une question interne aux entreprises. Les décisions relatives à la localisation de la production et des données sont de plus en plus à la fois commerciales et géopolitiques.

L'espace et l'information relèvent de la même infrastructure. La navigation, les télécommunications et le renseignement reposent sur les satellites, et la compétition s'est étendue du monde physique aux esprits, sous la forme de l'influence informationnelle et des cyberopérations. La confiance est devenue un atout stratégique de plus en plus important. Alors que l'IA rend l'information bon marché, l'avantage concurrentiel revient au discernement, aux relations humaines et au leadership.

Dans le même temps, le système multilatéral issu de la Seconde Guerre mondiale (ONU, OMC) s'affaiblit, et les États recourent de plus en plus aux sanctions et à diverses coalitions plutôt qu'à des institutions permanentes. Dans ce nouveau monde, l'importance des puissances moyennes, comme le Canada, s'accroît. La puissance ne se définit plus uniquement par la taille, mais par le caractère stratégiquement indispensable.

Le Canada au point de convergence du nouveau système stratégique

Le Canada offre un exemple particulièrement intéressant de ce que le nouveau système stratégique signifie concrètement. On l'a traditionnellement envisagé avant tout comme le voisin des États-Unis, un pays membre de l'OTAN, une économie de ressources naturelles et un soutien de l'ordre international libéral. Dans la situation nouvelle, toutefois, sa

géographie, ses ressources naturelles, son énergie, sa dimension arctique et ses capacités technologiques acquièrent une valeur stratégique d'un genre nouveau.

La première stratégie industrielle de défense du Canada, lancée en 2026, illustre bien ce changement. Elle ne traite pas la défense comme une simple question de forces armées : elle relie l'industrie de défense à l'autonomie stratégique, aux chaînes d'approvisionnement, aux minéraux critiques ainsi qu'à des technologies telles que l'IA, les technologies quantiques, l'espace et les systèmes autonomes. Le Canada cherche en même temps à accroître sa capacité de production nationale et à réduire sa dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers particuliers.

Le Canada occupe en outre une position importante dans les minéraux critiques. Son objectif n'est pas de rester un simple producteur de matières premières, mais de bâtir des chaînes de valeur allant de l'exploitation minière à la transformation, à la fabrication et au recyclage. Le Canada produit, ou a le potentiel de produire, les 12 minéraux que l'OTAN a définis comme critiques pour la défense.

La même logique se retrouve dans l'IA. En 2026, le Canada a lancé un programme visant à constituer une capacité de calcul d'IA nationale à grande échelle, expressément conçue comme une infrastructure « souveraine ». Quant à la stratégie nationale en matière d'IA, elle rattache l'IA, entre autres, à l'énergie, aux ressources naturelles, aux transports, à l'agriculture, à l'industrie et à la défense.

L'Arctique rend cet ensemble plus intéressant encore. À mesure que croît l'importance du climat, des ressources naturelles, des routes maritimes, de la Russie, de la défense de l'Amérique du Nord et des infrastructures spatiales, la situation septentrionale du Canada passe de la périphérie à celle de première ligne stratégique. Cette année, le Canada a annoncé d'importants investissements dans les infrastructures militaires et

civiles du Nord. Il a, du même coup, relié la souveraineté arctique à la défense, aux minéraux, à l'énergie et aux nouveaux corridors de transport.

La question stratégique la plus intéressante concernant le Canada tient toutefois à son positionnement international. Son économie, sa sécurité et sa géographie le lient durablement aux États-Unis, mais Ottawa cherche en même temps à accroître sa marge de manœuvre stratégique vers l'Europe et d'autres partenaires. Cela pourrait constituer le cœur de la nouvelle position du Canada : non pas une rupture avec les États-Unis, mais un élargissement de sa marge de manœuvre stratégique.

Le Canada a la possibilité de se positionner comme une sorte de pont stratégique transatlantique : un pays profondément intégré à l'économie nord-américaine qui offre en même temps à l'Europe de l'énergie, des minéraux critiques, de la technologie, une expertise arctique et une coopération industrielle de défense. La justification stratégique de la coopération n'est donc plus un secteur isolé, mais le fait que les deux parties doivent résoudre de nombreux problèmes relevant d'un même nouveau système.

Métamutation : les politiques distinctes fusionnent

La question essentielle pour les États, les entreprises et les dirigeants n'est peut-être pas de savoir s'ils sont capables de prédire ce qui va se passer. Le monde est trop complexe pour cela. La meilleure question est la suivante : avons-nous bâti une résilience technologique, économique, sociétale et humaine telle que nous soyons prêts à affronter ce qui viendra ?

L'objectif n'est pas de prédire chaque issue. Il est d'être prêt à ce qui vient. Le Canada mène actuellement ce travail de positionnement avec

beaucoup de détermination.

La sécurité globale de l'Arctique au cœur de la coopération entre l'UE et le Canada

Sanna Kopra

*professeure de recherche, Centre arctique de l'Université de Laponie
(Finlande)*



L'Arctique s'est rapidement hissé au cœur de la politique internationale, non seulement à cause du changement climatique, mais aussi en raison des tensions géopolitiques accrues, écrit Sanna Kopra, professeure de recherche au Centre arctique de l'Université de Laponie (Finlande).

L'Arctique s'est rapidement hissé au cœur de la politique internationale, non seulement à cause du changement climatique, mais aussi en raison des tensions géopolitiques accrues. Même si l'accord de sécurité signé en septembre par les États-Unis, le Danemark et le Groenland apaise pour un temps la crise qui s'était exacerbée entre eux, on peut s'attendre à ce que la sécurité arctique reste à l'agenda de la haute politique et à la une des médias à l'avenir. La raison principale en est que la fonte de l'océan Arctique se poursuit inexorablement, la communauté internationale n'ayant pas su agir assez vite pour prévenir le changement climatique. L'amincissement et la réduction de la banquise ouvrent dans l'océan Arctique de nouvelles possibilités économiques pour la navigation et l'exploitation des ressources naturelles, ce qui place la région au centre de la rivalité géoéconomique. Par ailleurs, l'Arctique joue un rôle toujours plus important dans la concurrence géopolitique des grandes puissances et dans la course aux armements.

Il n'est donc pas étonnant que l'UE se soit elle aussi activée dans la politique arctique. La Finlande y a été particulièrement proactive – la sécurité de l'Arctique occupe après tout une place centrale dans notre politique étrangère et de sécurité. Une étape importante a été franchie lorsqu'un grand nombre de dirigeants de l'UE se sont réunis à Rovaniemi, en septembre, pour un sommet arctique. La déclaration commune du sommet a résumé les priorités de la stratégie arctique de l'UE et souligné l'importance d'une coordination et d'une coopération étroites entre l'UE, ses États membres et les partenaires aux vues proches. Le Canada occupe sans conteste une place centrale parmi ces partenaires, et l'UE et le Canada cherchent à approfondir leur coopération dans de nombreux secteurs, comme le commerce et l'énergie, l'extraction de minéraux critiques et le soutien à l'Ukraine.

La sécurité arctique est elle aussi une composante essentielle de l'approfondissement de la coopération entre l'UE et le Canada. En matière de

politique de défense, l'OTAN est naturellement la principale enceinte de coopération entre les États membres arctiques de l'UE – la Finlande, la Suède et le Danemark – et le Groenland, la Norvège, l'Islande et le Canada. Outre l'OTAN, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, NORAD, est pour le Canada une organisation de sécurité importante. La coopération avec l'UE peut toutefois compléter ces réseaux, surtout du point de vue de la sécurité globale.

Soutenir l'ordre international

Comme pour la Finlande, le maintien du système international fondé sur des règles est vital pour la sécurité de l'UE et du Canada. La paralysie du Conseil de l'Arctique, principal forum de coopération intergouvernementale de la région, depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, a laissé un vide dans la promotion de la coopération internationale dans l'Arctique. L'UE comme le Canada jurent par la coopération multilatérale et considèrent le droit international de la mer comme un pilier important, par exemple pour la réglementation de la navigation arctique. Les structures fondamentales du système international étant ces derniers temps soumises à une pression constante, la coopération entre l'UE et le Canada peut contribuer à bâtir un contrepoids à la montée du populisme autoritaire.

Le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement y jouent un rôle essentiel ; le développement de diverses enceintes de coopération dirigées par les peuples autochtones, par exemple en matière d'investissement et de recherche, pourrait donc offrir une bonne voie pour approfondir la coopération. Auparavant, l'UE et le Canada devraient toutefois parvenir à résoudre leurs différends historiques sur la chasse au phoque, car il s'agit d'une question essentielle pour les moyens de sub-

sistance et la culture des peuples autochtones du Canada. La coopération internationale en matière de navigation arctique et de sauvetage en mer relève elle aussi des intérêts communs de l'UE et du Canada.

Sécurité économique et préparation

Dans un monde d'interdépendances globales, la sécurité économique est devenue une composante centrale de la sécurité globale et de la capacité de défense nationale. Le partenariat entre l'UE et le Canada tient lui aussi largement à la protection contre les perturbations mondiales, à la réduction des dépendances critiques et à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Au centre se trouvent surtout les investissements dans la transition verte et les ressources critiques, secteurs où la Chine a conquis les marchés mondiaux. La présence arctique croissante de la Chine met à son tour à l'épreuve l'évolution future de l'environnement de sécurité de l'Arctique. L'UE et le Canada auraient intérêt à discuter des convergences et des divergences de leurs politiques envers la Chine et à envisager d'éventuelles mesures pour gérer les dépendances à l'égard de la Chine. Pour l'UE, la coopération avec le Canada en matière d'extraction de minéraux critiques est l'une des plus importantes possibilités de réduire sa dépendance à l'égard de la Chine.

Un troisième grand domaine de coopération entre l'UE et le Canada dans la sécurité arctique est la préparation à l'influence hybride et la cybersécurité. La sécurité des câbles sous-marins arctiques en particulier a pris une importance considérable, non seulement pour la sécurité d'approvisionnement régionale, mais aussi pour la politique de sécurité mondiale. La menace la plus grave est la destruction délibérée des câbles sous-marins, mais des catastrophes naturelles sont aussi possibles. Dans les conditions arctiques, la réparation des câbles est particulièrement dif-

ficile ; le projet Polar Connect, en cours, vise ainsi à construire une route alternative aux liaisons intercontinentales vulnérables actuelles. L'importance de la cybersécurité ne cesse en outre de croître, et la prévention de l'espionnage industriel est un domaine central de coopération entre l'UE et le Canada.

Sécurité environnementale et diplomatie scientifique

Enfin, mais non des moindres, parmi les domaines de coopération de la sécurité globale de l'Arctique entre l'UE et le Canada figurent la sécurité environnementale – plus précisément le changement climatique et la protection de l'environnement – ainsi que la diplomatie scientifique arctique. Un durcissement général des réductions d'émissions est certes indispensable à l'échelle mondiale, mais pour l'Arctique, il serait essentiel que l'UE et le Canada élaborent une feuille de route concrète, en particulier sur le carbone noir et l'adaptation au changement climatique.

Même si l'océan Arctique est situé loin des grands centres de peuplement et des concentrations industrielles, les déchets plastiques et les polluants à longue distance constituent dans la région une menace importante pour la sécurité environnementale. Les courants marins et aériens transportent vers le nord, depuis très loin, des polluants et des déchets plastiques, qui s'accumulent dans les écosystèmes de la région, le froid ralentissant leur décomposition. L'UE et le Canada ont promu une politique internationale plus ambitieuse en matière de plastiques, et tous deux sont aussi parties à l'accord sur la pêche dans la zone centrale de l'océan Arctique, qui interdit la pêche commerciale, dans un esprit de précaution, jusqu'à ce que les écosystèmes de la région soient mieux connus. Il est important de maintenir ces processus en cours et de mener

des politiques ambitieuses pour faire progresser la protection de l'environnement, même si la lutte géopolitique prend toujours plus de place à l'agenda politique.

Le Canada a déjà rejoint de nombreux mécanismes de financement de la recherche arctique essentiels pour la Finlande, comme le programme Nordforsk du Conseil nordique des ministres et le financement de la recherche Horizon Europe de l'UE. On ne peut que supposer que les besoins d'information sur les dynamiques multiples de la sécurité de l'Arctique à l'heure de la polycrise vont croître, alors que la pénurie de financements nationaux de la recherche s'aggrave. Les investissements américains dans la recherche arctique sont assez improbables dans le climat politique actuel ; la coopération entre l'UE et le Canada joue donc un rôle particulier pour garantir que les décideurs politiques disposent d'une compréhension à jour et globale des évolutions qui façonnent l'avenir de l'Arctique.

Les Finlandais résolument du côté du Canada

Raine Tiessalo

Directeur général, Toivo, think tank finlandais



Plus de huit Finlandais sur dix jugent favorablement le resserrement du partenariat entre l'UE et le Canada, et près de deux sur trois accepteraient même le Canada comme membre à part entière de l'UE, écrit Raine Tiessalo, directeur général de Toivo, think tank finlandais.

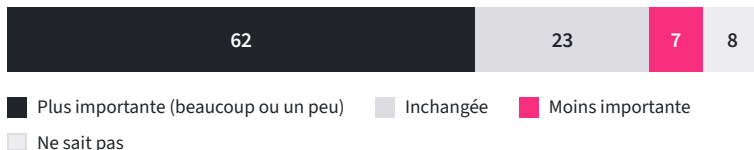
Trump a rendu l'UE plus importante

Pour comprendre l'attitude des Finlandais à l'égard du Canada, il est utile de partir d'un tableau plus large. Selon un sondage commandé par Toivo, think tank finlandais, à l'été 2026, la politique du président américain **Donald Trump** a conduit les Finlandais à chercher un appui du côté de l'UE. Pas moins de 62 % jugent que l'appartenance à l'UE est désormais beaucoup ou un peu plus importante pour la Finlande qu'auparavant, 23 % estiment que son importance n'a pas changé, et seuls 7 % considèrent qu'elle a perdu de son importance.

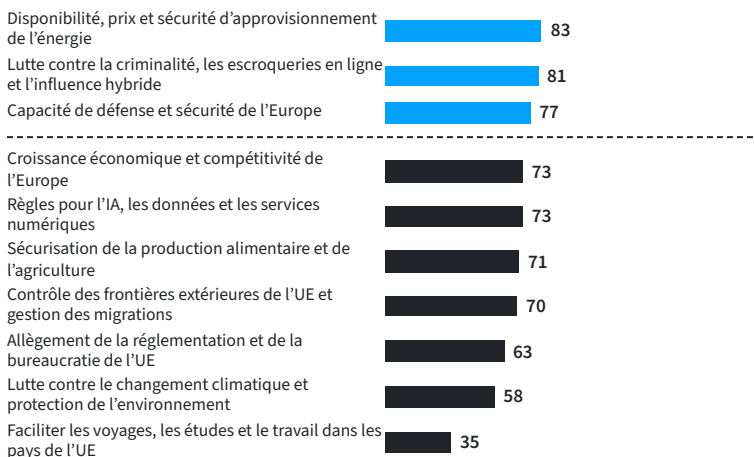
GRAPHIQUE 1

L'importance de l'appartenance à l'UE pour la Finlande à l'ère Trump

L'appartenance à l'UE est désormais plus ou moins importante pour la Finlande qu'auparavant



Ce que l'UE devrait faire davantage, % des répondants



Part de ceux qui souhaitent que l'UE agisse beaucoup plus ou un peu plus. Ensemble des répondants (adultes finlandais), n = 1 000. Source : Toivo Think Tank, Plus d'Europe, s'il vous plaît ! (institut de sondage finlandais IROResearch, 30.6–27.7.2026).

Les Finlandais attendent de l'UE qu'elle en fasse davantage, en particulier dans les domaines de la sécurité et de la sécurité d'approvisionnement. Les attentes les plus fortes concernent la disponibilité, le prix et la sécurité d'approvisionnement de l'énergie, la lutte contre la criminalité, les escroqueries en ligne et l'influence hybride, ainsi que la capacité de défense et la sécurité de l'Europe. Ces trois domaines d'action rassemblent les Finlandais par-delà les clivages partisans : parmi les élec-

teurs de chacun des six principaux partis représentés au Parlement finlandais, au moins 70 % souhaitent que l'UE en fasse davantage dans ces domaines.

Les perceptions des électeurs des différents partis présentent aussi des écarts nets. Alors que 75 % des électeurs de Kokoomus estiment que l'importance de l'appartenance à l'UE s'est renforcée sous Trump, ce n'est le cas que de 25 % des électeurs du Parti des Finlandais.

Le partenariat avec le Canada fait l'unanimité

En septembre, Toivo a commandé un sondage demandant aux citoyens ce qu'ils pensent du rapprochement entre le Canada et l'UE, en contre-poids à la politique douanière et à la guerre commerciale des États-Unis. La réponse est claire. Pas moins de 85 % jugent le partenariat favorablement, dont 48 % très favorablement. Seuls 4 % y sont défavorables, et 12 % ne se prononcent pas.

GRAPHIQUE 2

Attitude à l'égard du partenariat UE-Canada et de l'adhésion du Canada

Le resserrement du partenariat Canada-UE



Le Canada comme membre à part entière de l'UE



■ Très favorable ■ Plutôt favorable ■ Ne sait pas ■ Plutôt défavorable ■ Très défavorable

%, ensemble des répondants (adultes finlandais), n = 1 000. Source : IROResearch, Mille Finlandais, septembre 2026.

L'opinion favorable est élevée dans toutes les tranches d'âge (de 77 à 92 % de réponses favorables) et dans toutes les tranches de revenus (de 83 à 90 %). Une nette majorité des électeurs de tous les partis représentés au Parlement finlandais soutient l'approfondissement du partenariat. Parmi les électeurs de Kokoomus, des Verts, de l'Alliance de gauche et du SDP, il recueille de 87 à 99 % de soutien. Même chez les électeurs du Parti des Finlandais, 78 % sont favorables au partenariat. Dans ce groupe aussi, seuls 10 % y sont défavorables.

L'adhésion à part entière divise davantage

Une seconde question allait plus loin : que penserait le répondant de l'idée que le Canada demande à devenir membre à part entière de l'UE et en devienne le 28e État membre ?

Le président finlandais **Alexander Stubb** a joué avec cette idée en juin 2026 :

« Ne serait-il pas merveilleux que le Canada soit le 28e État membre de l'Union européenne plutôt que le 51e État des États-Unis ? »

La question reste toutefois hypothétique, car les traités de l'UE ne prévoient pas d'adhésion associée, et l'adhésion à part entière n'est pas destinée aux pays situés hors d'Europe. Elle mesure donc avant tout une attitude.

L'adhésion à part entière recueille un peu moins de soutien qu'un resserrement des relations par d'autres moyens.

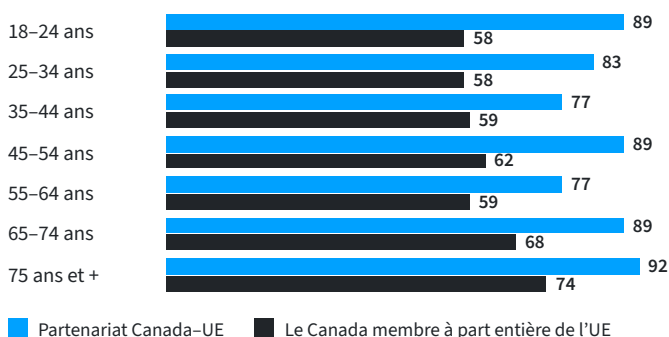
L'idée est jugée favorablement par 63 % des répondants et défavorablement par 17 %. La part des indécis est nettement plus élevée que pour la question du partenariat : un répondant sur cinq (20 %) ne se prononce pas, et jusqu'à une femme sur quatre. L'opinion favorable augmente avec l'âge. Parmi les moins de 45 ans, 58 à 59 % sont favorables à l'idée d'une

adhésion du Canada à l'UE, contre 74 % chez les plus de 75 ans. Les tranches d'âge les plus jeunes comptent aussi davantage de voix critiques : 24 % des 25-34 ans sont défavorables à l'adhésion. Les Finlandais sont plus favorables à l'idée que les Européens des autres pays.

Dans un sondage réalisé par YouGov en avril 2026 dans les cinq plus grands pays de l'UE, l'adhésion du Canada à l'UE était soutenue par 55 % des répondants en Allemagne, 51 % en Espagne, 46 % en Pologne, 42 % en France et 41 % en Italie. La formulation des questions et le calendrier des sondages ne sont pas entièrement comparables.

GRAPHIQUE 3

Part des opinions favorables, par tranche d'âge

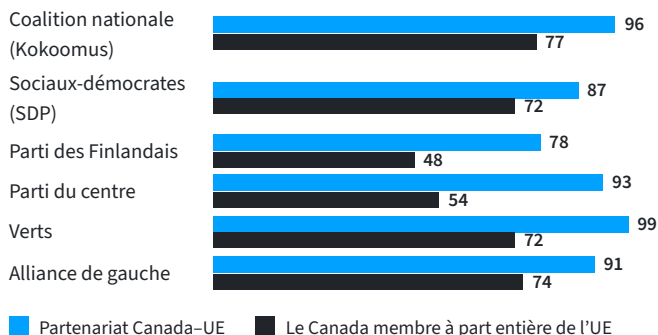


Part des opinions favorables (très + plutôt), %. Source : IROResearch, Mille Finlandais, septembre 2026.

Selon la préférence partisane, les écarts sont plus marqués que pour la question du partenariat. L'adhésion est le plus soutenue par les électeurs de Kokoomus (77 %), de l'Alliance de gauche (74), du SDP (72) et des Verts (72). Parmi les électeurs du Parti des Finlandais (48) et du Parti du centre (54), environ la moitié juge l'idée favorablement, mais 26 % y sont aussi défavorables dans ces groupes.

GRAPHIQUE 4

Part des opinions favorables, selon la préférence partisane



Part des opinions favorables (très + plutôt), %. Partis classés par niveau de soutien ; les groupes partisans comptent de 66 à 177 répondants dans l'échantillon. Source : IROResearch, Mille Finlandais, septembre 2026.

Ce résultat donne aux décideurs politiques finlandais une marge de manœuvre pour avancer. Pour les Finlandais, le Canada est déjà un partenaire proche et fiable. La question n'est pas de savoir si les Finlandais veulent rapprocher le Canada de l'Europe, mais jusqu'où il est possible de pousser cette relation.

Le Canada et l'Union européenne se tournent l'un vers l'autre dans un monde nouveau, toujours plus incertain. Les fondements du système multilatéral fondé sur des règles sont ébranlés par les États-Unis du président Donald Trump, une Chine de plus en plus puissante et une Russie agressive.

Dans ce rapport du think tank Toivo, des décideurs et experts finlandais de premier plan examinent comment l'UE et le Canada pourraient bâtir un nouveau partenariat stratégique, et ce que cela signifierait pour l'Union européenne, pour le Canada et pour la Finlande.

« Avec le Canada, nous pouvons défendre le système international fondé sur des règles à un moment où ses fondements sont de plus en plus remis en question », résume la ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen.

Toivo est un think tank attaché aux valeurs du Parti de la Coalition nationale finlandais : la démocratie, la liberté individuelle et une approche positive de l'économie de marché et de la coopération internationale.



ajatuspajatoivo.fi